

Renforcer la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire au Cameroun: Leçons apprises du projet UNOPS

Rapport complet

Jun 2020

CDBPS-H



Audience de la Note d'Information Stratégique (NIS)

Les décideurs et gestionnaires, leurs collaborateurs et les autres parties prenantes intéressées par **les enjeux de la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire au Cameroun**.

Pourquoi cette NIS a-t-elle été rédigée?

Cette Note d'Information Stratégique a été préparée pour **éclairer les délibérations** autour de l'amélioration de la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, en fournissant une **synthèse des données probantes** relatives aux leçons apprises.

Qu'est-ce qu'une NIS?

La Note d'Information Stratégique synthétise les **données probantes globales** issues de la recherche (des revues systématiques *) et les **données locales** pour éclairer la prise de décision et les délibérations relatives aux politiques et programmes de santé.

*Qu'est-ce qu'une revue systématique ?

Un résumé d'études qui répond à une question clairement formulée et qui utilise des méthodes systématiques et explicites pour identifier, sélectionner et juger de manière critique les études pertinentes. Les données de différentes études sont extraites et peuvent être analysées ensemble grâce aux techniques de méta-analyses.

Résumé exécutif

Les données probantes présentées dans ce Rapport Complet sont disponibles sous la forme d'un [Résumé exécutif](#), plus succinct.

Auteurs

Pr Pierre Ongolo-Zogo, MD, MSc, PhD (c)
Chef du Centre pour le Développement des Bonnes Pratiques en Santé
Hôpital Central de Yaoundé, Cameroun
Email: pc.ongolo@gmail.com

Rénée Cécile Bonono, PhD
Chercheure, Centre pour le Développement des Bonnes Pratiques en Santé
Hôpital Central de Yaoundé, Cameroun
Email: bonono2003@yahoo.fr

Moustapha Moncher Nsangou, PhD
Chercheur, Centre pour le Développement des Bonnes Pratiques en Santé
Hôpital Central de Yaoundé, Cameroun
Email: mnsangou09@gmail.com

Adresse pour le courrier

Pr Pierre Ongolo-Zogo, B.P 5604 Yaoundé – Cameroun

Contributions des auteurs

POZ, RCB et MN ont conçu la démarche et rédigé une section du document.
POZ a révisé les versions successives du document.

Conflits d'intérêts

Aucun.

Remerciements

Cette Note d'Information Stratégique a été préparée à la demande de la Fondation Helen Keller International - Cameroun. Le sponsor n'avait pas de responsabilité dans la rédaction ou la révision du contenu de cette Note d'Information Stratégique. Les personnes suivantes ont apporté des commentaires utiles lors de la préparation de cette Note d'Information Stratégique : *l'équipe de recherche du Centre pour le le Développement des Bonnes Pratiques en Santé: François Colin Nkoa et Robert Marie Mba.*

Référence suggérée

Ongolo-Zogo P, Bonono RC, Nsangou MM, Améliorer la gouvernance locale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun: Leçons apprises dans le cadre des projet UNOPS HKI, Note d'Information Stratégique de PERLS-Cameroun. Yaoundé, Cameroon : CDBPS, 2020. www.cdbph.org.

CDBPS - Le Centre pour le Développement des Bonnes Pratiques en Santé est une unité de recherche créée en 2008. Il vise à promouvoir le transfert, l'application et l'échange des connaissances en vue d'améliorer la santé et le bien-être socio-économique en Afrique. Le CDBPS a pour missions de permettre aux chercheurs de collaborer avec les décideurs. Cette initiative souhaite aider les chercheurs en collectant, synthétisant, et disséminant les bases factuelles pertinentes sous forme plus digeste, accessible et d'utilisation facile. Le CDBPS se propose également de soutenir les décideurs en offrant des opportunités de renforcement des capacités, en mettant à leur disposition des synthèses de bases factuelles et en identifiant les besoins ainsi que les lacunes des bases factuelles dans la pratique pour orienter la recherche. www.cdbph.org

Messages clés

La malnutrition et la famine constituent des fléaux socio-économiques et sanitaires mondiaux qui altèrent le développement physique et cognitif de millions d'enfants avec des conséquences graves et persistantes pour les individus, les familles, les communautés et les pays. La malnutrition est entretenue par sa méconnaissance au sein des communautés et des perceptions erronées qui dépendent des acteurs et des univers socioculturels. Les déterminants de l'insécurité alimentaire sont polymorphes selon les territoires, les mécanismes d'action et les manifestations contextuelles.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est l'ultime idéal, « une situation dans laquelle toutes les personnes ont un accès physique, social et économique durable à une nourriture suffisante, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins diététiques et à leurs préférences alimentaires, pour mener une vie saine et active ». L'Agenda 2030 relatif aux Objectifs de Développement Durable fait de la bonne gouvernance locale un impératif catégorique dans le cadre de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Il s'agit d'une oeuvre collective qui sacralise d'une part le « *droit à l'alimentation adéquate* » et d'autre part le « *contrat social* » érigeant le citoyen comme détenteur ultime du pouvoir. Améliorer la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire exige des efforts synergiques pour atteindre les six objectifs suivants : (i) coordonner les interventions entre secteurs et agences, (ii) promouvoir la redevabilité, (iii) améliorer l'approvisionnement alimentaire, (iv) renforcer l'appropriation communautaire, (v) améliorer la réactivité aux demandes citoyennes, et (vi) consacrer la primauté du droit à l'alimentation adéquate.

Avec le financement UNOPS (Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets) pour la mise en oeuvre du projet intitulé: « *Renforcer les capacités des ONGs nationales et internationales ainsi que des Organisations de la société civile (OSC) afin de permettre une meilleure participation de ces entités dans la planification, la mobilisation des ressources et la mise en oeuvre du plan national de renforcement de la nutrition au Cameroun* », la Fondation Helen Keller International Cameroun a posé les jalons d'une optimisation de la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans la région de l'Est Cameroun. L'engagement des municipalités, des organisations de la société civile, des associations féminines et des hommes et femmes de média autour des enjeux de nutrition et de sécurité alimentaire a permis de piloter des approches prometteuses dont le passage à l'échelle permettra de changer le profil de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire au Cameroun notamment dans les régions prioritaires que sont l'Extrême Nord, le Nord, l'Adamaoua, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

Le Mouvement SUN - Scaling Up Nutrition/Renforcer la Nutrition

Vision: Un monde libéré de la malnutrition sous toutes ses formes en 2030. Sous la direction des gouvernements et avec le soutien des organisations et des particuliers, l'action collective garantit à chaque enfant, adolescent, mère et famille la réalisation de son droit à l'alimentation et à la nutrition, l'atteinte de son plein potentiel et la participation à la formation de sociétés durables et prospères

Quatre Axes stratégiques:

1. Développer et maintenir un environnement politique favorable
2. Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition
3. Mettre en oeuvre des mesures efficaces alignées à des résultats communs
4. Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition

1. Malnutrition et insécurité alimentaire

1.1. Étendue du problème

La malnutrition et la famine constituent des fléaux socio-économiques et sanitaires mondiaux qui altèrent le développement physique et cognitif de millions d'enfants. Si tous les pays sont touchés, les femmes, les nourrissons, les enfants et les adolescents sont particulièrement exposés dans les pays à revenus faibles. Tous les pays font face à un défi lié à la nutrition, nombre d'entre eux luttent contre la malnutrition chronique responsable du retard de croissance, tandis que d'autres peinent à endiguer l'obésité et les maladies non transmissibles. Un nombre croissant de pays sont confrontés simultanément à la sous-alimentation pendant la petite enfance, puis l'obésité et les maladies non transmissibles à l'âge de la procréation. Les carences en micro-nutriments (iode, vitamine A et fer) sont une menace majeure pour la santé et le développement, en particulier pour les enfants et les femmes enceintes.¹ **En Afrique centrale**, 44% des enfants souffrant de malnutrition chronique se trouvent au **Cameroun** et la majorité d'entre eux vit en zones rurales au sein de familles démunies dont les mères faiblement scolarisées souffrent également de la malnutrition chronique.² Selon la dernière EDS 2018, la prévalence de l'insécurité alimentaire parmi les personnes âgées de 15 à 49 ans varie de 63% chez les hommes à 47% chez les femmes. Cette prévalence varie entre les zones rurales et urbaines 67% contre 59% chez les hommes et 52% contre 43% chez les femmes et entre les régions, 48% dans l'Adamaoua contre 78% dans l'Est chez les hommes, 31% dans l'Ouest à 63% dans le Sud chez les femmes. Deux femmes de 15-49 ans sur cinq (40%) sont anémiées et deux sur cinq sont en surcharge pondérale (14% d'obèses et 24% en surpoids) avec des disparités régionales Douala (61%), Ouest (54%), Yaoundé (53%), Adamaoua (20%), Nord (18%), Extrême-Nord (10%). En 2018, 29% des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (malnutrition chronique) dont 14% de retard de croissance sévère, 11% sont en insuffisance pondérale, 4% sont émaciés, et 11% ont une surcharge pondérale. La prévalence du retard de croissance est de 36% en milieu rural contre 20% en milieu urbain; elle diminue avec le niveau d'instruction de la mère, de 39% à 8% selon que la mère n'a aucun niveau d'instruction ou un niveau supérieur. Les disparités régionales sont remarquables Nord (41%), Extrême-Nord (37%), Est (37%), Adamaoua (35%), Yaoundé (11%), Douala (9%). Trois enfants de 6-59 mois sur cinq (57%) sont atteints d'anémie.³ Le contexte troublé dans le Septentrion, la frontière Est et les deux régions anglophones depuis 2016 entretient l'insécurité alimentaire. En 2018, près de seize millions de camerounais étaient en insécurité alimentaire répartis ainsi qu'il suit: Extrême-Nord (28,8%), Nord (15,9%), Ouest (15,2%), Nord-Ouest (15,1%), Sud-Ouest (11,6%), Adamaoua (8,1%) et Est (5,4%). Près de quatre cent mille personnes étaient en insécurité alimentaire phases 3-5 dans les régions Sud-Ouest (32,3%), Extrême-Nord (27,7%), Nord-Ouest (20,3%) et Nord (9,3%).⁴

Les conséquences de la malnutrition sur le développement social, économique et sanitaire sont graves et persistantes pour les individus, les familles, les communautés et les pays. Les personnes souffrant de dénutrition, et les enfants en particulier, sont plus vulnérables.

¹ Rapport Mondial sur la sécurité alimentaire 2018

² PAM 2016

³ Enquête Démographique et de Santé 2018, INS 2019

⁴ PNRVSA 2018

rables devant la maladie avec un risque de mortalité plus élevé. La dénutrition favorise près de 45% des décès parmi les d'enfants âgés de moins de cinq ans dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires. La malnutrition accroît les dépenses en soins de santé, réduit la productivité et ralentit la croissance économique, entretenant ainsi le cercle vicieux de la pauvreté et de la mauvaise santé.

1.2. Déterminants de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire

Le double fardeau de la malnutrition affecte surtout les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les femmes qui allaitent. Elle est la résultante d'une alimentation inadéquate due à des pratiques alimentaires inappropriées ou d'une indisponibilité alimentaire et à la persistance des maladies infectieuses ou parasitaires qui se développent dans les mauvaises conditions d'hygiène environnementale, individuelle et collective. La malnutrition est entretenue par sa méconnaissance au sein des communautés et les perceptions erronées selon les univers socioculturels et les acteurs. Les pratiques inappropriées d'alimentation des nouveau-nés et des enfants sont justifiées par la pauvreté, les cultures et habitudes, les préférences et l'ignorance.⁵ **La pauvreté** est un déterminant universel de l'insécurité alimentaire et un amplificateur du risque et des conséquences de la malnutrition. Les personnes démunies sont plus susceptibles de souffrir de la famine et des différentes formes de malnutrition⁶. **Le cadre institutionnel et politique** économique, commercial et fiscal structure la production agro-pastorale et sa redistribution en influençant les comportements et les interactions entre parties prenantes, la propriété foncière, la stabilité des marchés, les pratiques agro-pastorales, les taxes, la sécurité et la stabilité socio-politique.⁷ **Les facteurs de production** (capital humain, main d'oeuvre, terre, financements)⁸ ainsi que l'instabilité des prix à la production hypothèquent la rentabilité des projets agro-pastoraux. De plus, l'insécurité alimentaire est favorisée par les difficultés d'accès des producteurs aux intrants⁹ et l'insuffisance des équipements et infrastructures de production, de stockage, de conditionnement et de transformation¹⁰. Par ailleurs, certaines **pratiques agro-pastorales** participent à la dégradation des sols et des ressources naturelles. Le financement de la recherche pour le développement agricole et l'adoption de nouvelles technologies agricoles sont contraints¹¹. La piètre qualité des **infrastructures de communication** entrave la productivité agricole en limitant les transferts de technologie et l'accès aux marchés des intrants et des produits. Les infrastructures dégradées limitent l'approvisionnement des localités enclavées et provoquent la braderie des produits pour éviter les coûts de transport et les pertes post récoltes ainsi que l'augmentation des prix à cause des coûts de transports induits¹². Cependant, des infrastructures routières de bonne qualité peuvent contribuer à la malnutrition en favorisant la vente de la production agricole sans sauvegarde des stocks nécessaires à la nutrition des populations locales. Des localités dans la région de l'Ouest et la commune

⁵ UNICEF 2020

⁶ UNICEF-MINSANTE, 2017; Fongzossie, 2018 ; RNDH,2019

⁷ PARM, 2017

⁸ Ouedraogo, 2007

⁹ Ngo Nonga, 2013

¹⁰ Waïgalo, 2018

¹¹ Teno, 2018

¹² Berlinger, 2018

d'Ayos dans le Centre sont des cas d'école¹³. Le **changement climatique** influence la qualité et la quantité des aliments produits et favorise des catastrophes environnementales. Les **facteurs socioculturels** sont polymorphes. Les croyances, pratiques et idées qui rythment l'alimentation sont fondées sur des normes et logiques locales pas toujours rationnelles. La non-diversité du régime alimentaire encreée sur des préférences traditionnelles et les interdits, l'uniformisation du régime alimentaire des ménages et les inégalités dans la répartition familiale des aliments sont fréquentes. La dimension communautaire du mode d'alimentation de l'enfant, le rejet du colostrum jugé nocif, l'allaitement maternel non exclusif, le sevrage brusque et le gavage des enfants influencent les pratiques d'allaitement. L'acculturation et la marginalisation sont des facteurs de l'insécurité alimentaire des Baka¹⁴. **La mise en oeuvre approximative de la stratégie WASH** est associée à la malnutrition du fait de la mauvaise hygiène, l'accès inadéquat à l'eau potable et les défauts d'assainissement.¹⁵ **L'accès aux services de santé est limité** dans les régions Est, Nord et Extrême-Nord en raison d'une offre peu qualifiée de soins et services et l'existence de barrières géographique et financières. **L'irrégularité du contrôle qualité des produits** est justifiée par le manque de ressources y relatives. Les risques de contamination chimique des aliments sont avérés en raison des pratiques agricoles urbaines¹⁶ et l'utilisation courante de produits conservateurs dangereux dans les marchés de Yaoundé¹⁷. **L'aide humanitaire induit des effets pervers** telles la dépendance et la confusion au sein des bénéficiaires en raison de la non synchronisation des actions des donateurs¹⁸.

En conclusion, la malnutrition et l'insécurité alimentaire constituent des problèmes prégnants du développement humain durable dont les manifestations et les causes sont polymorphes et variables selon les contextes locaux. La quête de solutions exige une perspective locale.

Réseau de la Société Civile du Mouvement SUN - RSC SUN inauguré le 11 Juin 2013	Objectifs spécifiques
<ul style="list-style-type: none"> • Vision : un monde dans lequel des acteurs multiples parmi lesquels la société civile travaillent ensemble d'une manière constructive et mutuellement bénéfique en vue d'éradiquer la malnutrition • Mission: soutenir la création et le fonctionnement efficace, efficient et durable d'Alliances nationales de la société civile fortes, crédibles et influentes sur le long terme dans les pays SUN, tout en facilitant la communication et la coordination entre les diverses alliances de la société civile et avec le Mouvement SUN. • RSC SUN respecte les principes qui régissent l'engagement au sein du Mouvement SUN notamment sur les conflits d'intérêts. • Réseau multi-acteurs, multi-niveaux et multi secteurs y compris les universités, les OSC internationales, nationales et locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner les OSC au niveau national • Contribuer à la conception, la mise en oeuvre et le suivi-évaluation des politiques et plan national efficaces pour renforcer la nutrition • Encourager et faciliter la coordination entre tous les acteurs de la société civile, • Assurer l'harmonisation de leurs stratégies, programmes et ressources avec les priorités nationales en nutrition.

¹³ Fosso, 2015

¹⁴ Fongnzossie, 2018

¹⁵ Unicef-Minsanté, 2017

¹⁶ Lekeanju, 2016

¹⁷ Bonono, 2019

¹⁸ Nsangou, 2018; Berlange, 2018

2. La Gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire dans le cadre de l'Agenda 2030

La gouvernance est l'ensemble des processus permettant aux acteurs publics et privés de formuler leurs intérêts, de cadrer et de hiérarchiser leurs problèmes, de prendre des décisions y afférentes, de les mettre en œuvre et d'en suivre et évaluer l'exécution. L'économie politique incluant l'analyse des parties prenantes permet d'appréhender la problématique contextuelle de la gouvernance. **L'Agenda 2030**, comportant 17 ODDs, adopté par 193 pays en 2015 est une fenêtre d'opportunités pour «Transformer notre monde» avec une double ambition: *l'universalité*—pour tous, dans tous les pays – et *l'intégration*—par chacun, en collaborant pour atteindre les objectifs. L'analyse systématique montre que la nutrition saine universelle est inextricablement liée à tous les ODDs et constitue le fondement à la couverture sanitaire universelle. Cinq domaines stratégiques sont communs aux ODDs auxquels la nutrition pourrait contribuer et dont elle pourrait tirer partie: (i) la production alimentaire durable, (ii) la solidité de l'infrastructure des systèmes, (iii) les systèmes de santé, (iv) l'équité et l'inclusion et, (v) la paix et la stabilité. Dans ce contexte, la gouvernance non satisfaisante de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire constitue le principal déterminant de la non atteinte du *droit à l'alimentation adéquate*.

Concernant les acteurs internationaux, la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement* et le *Programme d'Action d'Accra* instaurent cinq principes opposables aux parties signataires de tout processus d'aide au développement : (i) *Appropriation*, les bénéficiaires conduisent eux-mêmes leurs politiques et stratégies de développement et gèrent leurs activités sur le terrain; (ii) *Alignement*, les donateurs alignent leur aide sur les priorités indiquées dans les stratégies nationales de développement des bénéficiaires; (iii) *Harmonisation*, les donateurs coordonnent mieux leurs activités mutuelles de développement pour éviter les doubles emplois et les coûts de transaction élevés pour les bénéficiaires; (iv) *Gestion axée sur les résultats*, toutes les parties concernées par l'aide mettent davantage l'accent sur les résultats, c'est-à-dire sur les changements concrets qu'apporte l'aide dans la vie des moins nantis; (v) *Responsabilité mutuelle*, les donateurs et les bénéficiaires se rendent compte mutuellement de l'utilisation de l'aide de manière transparente et informent les citoyens et les parlements de l'impact de l'aide.

La gouvernance de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire s'articule autour de **deux valeurs**: (i) le «*droit à l'alimentation adéquate*» admis comme droit humain élémentaire et fondamental et; (ii) le «*contrat social*» au sein des sociétés modernes qui institue les citoyens comme détenteurs ultimes de la légitimité des autorités. Les six objectifs qui concourent à la bonne gouvernance de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire sont de : (i) coordonner les interventions entre secteurs et agences, (ii) promouvoir la redevabilité, (iii) améliorer l'approvisionnement alimentaire, (iv) renforcer l'appropriation communautaire, (v) améliorer la réactivité aux demandes citoyennes, et (vi) consacrer la primauté du droit à l'alimentation adéquate. Plusieurs acteurs de premier plan de la lutte contre la malnutrition reconnaissent qu'une approche intégrée, multi-sectorielle et décloisonnée est impérative en vue de remédier aux problèmes des systèmes alimentaires à tous les niveaux global, national ou communal. Garantir une alimentation saine et durable à la population est l'un des plus grands défis des autorités où qu'elles se trouvent.¹⁹

¹⁹ Rapport sur la nutrition mondiale 2017

3. Lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire au Cameroun entre 2016-2020: Leçons apprises du soutien UNOPS

Longtemps fragmentés et cloisonnés, les efforts contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire peinent à atteindre leurs objectifs. Le Gouvernement du Cameroun avec l'appui de ses partenaires, a engagé diverses actions tendant à améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables, au rang desquelles, l'institution dès 2007 d'une semaine d'action de santé et de nutrition infantile et maternelle (SASNIM), la mise en place en 2008 d'un Groupe de travail multisectoriel sur la nutrition ; la mise en place d'un Programme National de Fortification Alimentaire en 2008, l'adhésion au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) en 2013, l'élaboration en 2013 d'une feuille de route pour la réduction de la malnutrition chronique au Cameroun et la mise en place en 2014 d'un Comité Interministériel de Lutte contre la malnutrition logé à la Primature. Ce comité est un organe de coordination, de consultation, de concertation et d'orientation stratégique en matière de lutte contre la malnutrition. Des instances de coordination sont prévues auprès des dix Gouverneurs de régions, des 58 Préfets dans les départements ainsi que 360 coordinations communales par les Maires. La Politique nationale de nutrition 2018-2030 et son plan opérationnel multisectoriel 2019-2023 fixent comme objectifs de la première phase la réduction de la malnutrition chronique à 27% et la réduction surpoids à 5% chez les enfants de moins de cinq ans d'ici à 2023. En outre, un guide alimentaire a été élaboré en 2017 pour combler le déficit d'informations en matière d'alimentation et de nutrition.

En 2016, les Agences du Système des Nations Unies et le Gouvernement ont mis en place un plan d'action nutritionnel pour répondre aux besoins urgents, améliorer les pratiques nutritionnelles et réduire les retards de croissance. La réponse humanitaire fournit une assistance alimentaire d'urgence, sous forme de denrées alimentaires et/ou de transferts monétaires, ciblant les personnes les plus vulnérables (e.g., réfugiés, personnes déplacées internes, populations locales). Des actions sont poursuivies pour consolider les acquis des interventions antérieures à travers la réhabilitation et la promotion des moyens de subsistance à l'instar du projet Vivres-contre-Actifs qui appuie la création d'actifs dans les communautés cibles afin de protéger et renforcer les moyens de subsistance.²⁰ Les interventions à base communautaire renforcent les capacités de dépistage et de traitement des cas de malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes en milieu hospitalier et en ambulatoire. Les mécanismes de suivi-évaluation et d'approvisionnement visent à garantir une réponse efficace. Les approches Urgence et Renforcement des systèmes sont combinées afin d'améliorer la résilience des populations affectées.

Les priorités du Gouvernement déclinées dans le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) constituent la phase opérationnelle de la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) qui est lui-même ancré dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Depuis 2018, la Stratégie de Développement du Secteur Rural décline les objectifs de la gestion durable et de la valorisation des ressources naturelles à travers l'amélioration de l'accès et l'usage du foncier agricole, l'aménagement et la valorisation des ressources naturelles, ainsi que la protection de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques.

Les progrès observés dans la lutte contre la malnutrition sont attribuables à l'adhésion au Mouvement SUN en 2013 en matière de coordination des acteurs et de plaidoyer. De-

²⁰ OCHA ONU 2018

puis 2018, la Fondation Helen Keller International Cameroun en tant que chef de file de la **plateforme de la société civile** SUN bénéficie d'un financement de l'UNOPS pour la mise en oeuvre du projet intitulé: « *Renforcer les capacités des ONGs nationales et internationales ainsi que des Organisations de la société civile (OSC) afin de permettre une meilleure participation de ces entités dans la planification, la mobilisation des ressources et la mise en oeuvre du plan national de renforcement de la nutrition au Cameroun* ». Ce financement a permis effectivement la **mobilisation et le renforcement des capacités des élus locaux, des OSCs et des médias**.

Dans le cadre de l'initiative «**municipalités contre la malnutrition**», 65 communes ont bénéficié d'un renforcement de capacités en nutrition, mobilisation sociale et plaidoyer en faveur de la nutrition. Les efforts des communes visent à améliorer l'accès à l'eau potable par la construction des forages, l'équipement des pompes à motricité humaine et l'aménagement des sources. Un réseau des communes de la région de l'Est pour la promotion de la nutrition (RECENUT) a été créé avec 25 municipalités signataires de la Charte. Quarante municipalités de l'Est et de l'Extrême Nord ont signé des lettres d'engagement d'investir au moins 1% du budget communal aux activités de lutte contre la malnutrition. Grâce au plaidoyer du RECENUT, 15 municipalités sont désormais dotées de lignes budgétaires spécifiques ainsi que d'un cadre de planification et de budgétisation des activités de nutrition. Le RECCNUT a été créé courant 2020 pour couvrir le territoire national. Dans le cadre de la mobilisation de la société civile, trente quatre (34) nouvelles organisations locales de la société civile (OSC) et quatre OSC internationales ont rejoint la plateforme Société Civile SUN en 2019. Cette plateforme a formé 36 OSCs locales en nutrition dont 33 intègrent désormais des activités de nutrition dans leurs plans d'action. Plus d'un millier de groupes de femmes ont bénéficié d'un renforcement de capacités en nutrition par les OSCs membres de la plateforme société civile SUN.²¹

Dans le but de combler le déficit de communication et d'informations d'une part et la méconnaissance des enjeux de malnutrition par les autorités et le grand public, les hommes et femmes de médias ont été mobilisés. Un séminaire atelier de renforcement des capacités sur les fondamentaux en Nutrition, le changement de comportement en faveur des bonnes pratiques de nutrition, les carences en micronutriments et les apports en nutriments, la disponibilité alimentaire, l'accès aux aliments, et l'utilisation des aliments par les hommes, les femmes et les enfants. Au terme de cet atelier, les participants conscients de leur rôle essentiel dans la prise de conscience et l'influence des politiques ont créé un Réseau national des Journalistes pour la Nutrition (JONSUN- Journalists Network for Scaling Up Nutrition) avec pour objectifs entre autres de : (i) contribuer au changement social des comportements en faveur de la nutrition, (ii) mobiliser l'opinion publique, les décideurs et tous les acteurs nationaux et internationaux pour la multisectorialité, la bonne gouvernance et la redevabilité des actions sensibles à la nutrition; (iii) faire fonctionner un système d'alerte sur les situations de malnutrition ; (iv) vulgariser les bonnes pratiques locales et rendre visible les bonnes pratiques et les success stories.

²¹SUN Civil Society -Alliance Cameroon, 2019

Le tableau ci-après décrit les acteurs engagés ainsi que leurs rôles.

Parties prenantes	Rôles
Départements ministériels: Santé Publique - Agriculture et Développement Rural - Elevage, Pêches et Industries Animales - Commerce - Promotion de la Femme et de la Famille - Economie, Plan et Aménagement du Territoire - Domaines, Cadastre et Affaires Foncières	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rédiger les lois ▪ Mettre sur pied les dispositifs favorables à la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire ▪ Assurer une budgétisation efficace des activités de nutrition identifiées
Services du Premier Ministre - comité inter-ministériel de lutte contre la malnutrition (CILM)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Harmoniser les efforts en faveur de la lutte contre la malnutrition ▪ Maximiser l'impact des efforts des partenaires et du gouvernement
Collectivités Territoriales Décentralisées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir le développement des activités agricoles, pastorales et piscicoles
Helen Keller International (HKI)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Leader CSA du Mouvement SUN ▪ Renforcer les capacités des élus locaux et OSCs dans les questions de nutrition
RECENUT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pérenniser les acquis du projet de gouvernance locale de la nutrition
Global Water Project - Cameroon	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faciliter les consultations et décliner les enjeux et défis relatifs à l'eau et la sécurité alimentaire et nutritionnelle
ONG et Bailleurs des fonds	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer des ressources financières et l'expertise
Médias nationaux, locaux et communautaires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer et sensibiliser sur les mesures en faveur de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire
Communauté éducative	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire apprendre et appliquer les mesures en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
Chefs des villages et Membres des GIC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construire des magasins de stockage ▪ Allouer des terres fertiles aux populations

4. Capitalisation des leçons du projet UNOPS

La fin du financement UNOPS rend impérative la capitalisation des leçons apprises de ce projet à la lumière des données probantes et du cadrage conceptuel du concept de gouvernance locale de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Il est essentiel de passer à échelle les leçons apprises de la région Est Cameroun vers les régions prioritaires Adamaoua, Extrême-Nord et Nord d'une part et ainsi que les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest d'autre part. Le contexte actuel est particulièrement favorable depuis l'adoption fin 2019 du Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées, le lancement imminent du programme de reconstruction dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest et les élections des conseillers régionaux après la prise de fonction des nouveaux exécutifs municipaux issus des élections de Février 2020.

4.1. Définition et dimensions de la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire

La gouvernance locale est définie comme la capacité des institutions locales et autres acteurs et intervenants locaux à consacrer les principes de participation, d'inclusion, de transparence, de réactivité et de redevabilité afin de garantir à tous les citoyens le *droit* à

l'alimentation adéquate et à une sécurité alimentaire et nutritionnelle optimale. Une des principales leçons apprises dans la région Est démontre que l'engagement inclusif des parties concernées favorise l'appropriation des initiatives de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire d'une part et crée les conditions de leur pérennité d'autre part. D'une manière générale, **dix dimensions concourent à la bonne gouvernance dans les organisations**: redevabilité, transparence, participation, inclusion, réactivité, orientation vers le consensus, règle du droit, efficacité, efficience et équité. La **redevabilité** signifie une claire description des responsabilités individuelles, l'alignement des ressources mobilisées à un chronogramme d'activités choisies sur la base de leur capacité à atteindre les objectifs acceptés par les parties prenantes. La **transparence** implique l'accessibilité des données et informations pertinentes à toutes les parties prenantes et concernées. La **participation** reconnaît aux citoyens, aux organisations et associations de la société civile, aux autorités locales traditionnelles, municipales, administratives le droit de contribuer au choix d'actions prioritaires et l'allocation des ressources pour atteindre les objectifs qui profitent au plus grand nombre. **L'inclusion** exige que toutes les composantes sociologiques dont les marginalisés, les démunis et les minorités soient parties prenantes de tout processus communautaire. La **réactivité** consacre le principe de gestion de la demande citoyenne dans le but de lui assurer satisfaction en tenant compte de la nécessité, de l'urgence et des préférences socio-culturelles. **L'orientation vers le consensus** consacre le dialogue et la négociation afin que les choix stratégiques s'effectuent selon la volonté unanime des parties prenantes sans recours au vote. La **règle du droit** stipule que tous et chacun sont soumis aux lois et règlements en vigueur sans passe droit ou privilège pour certains, il n'y a pas de place pour le laisser-aller ou le laisser-faire. **L'efficacité** mérite d'être au coeur de l'action publique, les ressources sont allouées selon un modèle logique ou une théorie du changement admis et connu de toutes les parties prenantes, le gaspillage des ressources n'étant pas toléré. **L'efficience** est l'optimisation de l'utilisation des ressources pour atteindre les résultats attendus avec le minimum nécessaire des ressources rares disponibles. **L'équité** est une dimension normative qui stipule que l'action publique ne devrait pas alimenter ou consolider les inégalités entre des citoyens sur la base de leurs caractéristiques telles que le lieu de résidence, le genre, la race, la tribu, le statut socio-économique, l'emploi ou la profession.

4.2. Conditions de réussite de la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire

Traduire la dizaine de dimensions ci-dessus énumérées dans la réalité de l'action publique locale impose **l'instauration de mécanismes et processus de décision éclairée par des données probantes**. Ces mécanismes et processus comportent l'analyse structurée des problèmes en termes d'ampleur, de facteurs sous-jacents, de conséquences, de perspectives des acteurs et d'efficacité des interventions et stratégies d'une part et des considérations de mise en oeuvre d'autre part (e.g., barrières, incitations, coûts financiers etc.).

Investir dans la production et la dissémination des données probantes fiables contribue à accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs de nutrition en particulier et toutes les cibles des ODD. Les données recueillies doivent être assemblées, analysées et exploitées pour faire des choix plus éclairés; pour plaider en faveur de la prise de décision politique et l'alimenter; pour renforcer le dialogue, les partenariats, les actions et les responsabilités nécessaires afin de mettre un terme à la malnutrition sous toutes ses formes.

Les données probantes de qualité sont indispensables pour atteindre chaque personne en situation de malnutrition ou d'insécurité alimentaire. Elles permettent d'identifier les personnes laissées pour compte et orientent les stratégies idoines pour améliorer la couverture et la qualité des interventions essentielles de nutrition à destination des enfants, des adolescents et des femmes²². Ici, les municipalités et les organisations de la société civile constituent des acteurs de premier plan non seulement pour la production d'une information fiable mais aussi pour le ciblage et la contextualisation des stratégies de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

Dans le contexte camerounais, les données probantes sont disponibles à travers des enquêtes, des travaux de recherche et des systèmes administratifs d'information de gestion. Les sources de preuves pour quantifier l'ampleur du problème sont entre autres les enquêtes SMART, les EDS-MICS, et le cadre harmonisé d'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les travaux de recherche, les rapports d'évaluation des interventions des partenaires techniques et financiers. Les sources de preuves sur les interventions et stratégies efficaces sont les revues systématiques et les évaluations d'impact accessibles dans des bases de données numériques dédiées.

4.3. Dix stratégies pour optimiser la gouvernance locale contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire

Il existe des bonnes pratiques des collectivités territoriales décentralisées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dont certaines expérimentées dans la région Est notamment:

1. Responsabiliser l'exécutif municipal et l'administration communale en constituant un groupe de travail du conseil municipal chargé des questions de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire d'une part et en instituant un point focal malnutrition et insécurité alimentaire au sein de l'administration municipale;
2. Garantir l'accès des acteurs à une information de qualité sur la malnutrition et l'insécurité alimentaire à travers un système local intégré d'informations fonctionnel;
3. Instituer la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire comme une priorité de développement socio-économique en inscrivant les activités y relatives dans le plan communal de développement avec notamment un cadre de budgétisation et une ligne budgétaire pour la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire;
4. Prêcher par l'exemple durant les activités et programmes municipaux en mettant en exergue la production agro-alimentaire et pastorale locale;
5. User du pouvoir municipal de police pour promouvoir le changement en termes de préférence accordée à la production locale des aliments riches en micronutriments, de contrôle de la qualité sanitaire des aliments sur les marchés, de soutien à la production locale et l'approvisionnement de marchés, de sensibilisation sur la malnutrition et le soutien à la prise en charge des cas de malnutrition aiguë, et la régulation de l'usage des pesticides et engrais etc.;
6. Planifier l'usage foncier pour favoriser l'intégration des activités de production agro-pastorale à l'instar des jardins des écoles, la promotion de l'agriculture péri-urbaine et de la production agro-pastorale intégrée d'une part et faciliter l'accès à la terre des femmes à travers l'engagement des chefs traditionnels;

²² Rapport mondial sur la nutrition 2017

7. Promouvoir l'alimentation adéquate et le changement des habitudes alimentaires travers des actions d'information et d'éducation nutritionnelle dans les écoles, les associations et les groupes de femmes;
8. Promouvoir les méthodes locales de production durable à l'instar des méthodes culturelles préservant les sols et les ressources en eau, le développement d'une infrastructure de communication et de services de transport reliant les bassins de production et les zones de consommation pour réduire le gaspillage et les pertes post récoltes;
9. Assurer l'accessibilité des produits alimentaires en sécurisant les filières de production et de commercialisation notamment l'entretien des infrastructures de communication, la construction de marchés accessibles et de magasins de stockage, la promotion de la transformation agro-industrielle locale;
10. Plaidoyer en faveur de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire en développant un système local intégré d'informations sur l'alimentation et la nutrition qui génère des données probantes fiables accessibles aux parties prenantes et concernées d'une part et proposant des actions synergiques s'attaquant à la malnutrition et à d'autres problèmes de développement d'autre part. ²³

²³ Rapport mondial sur l'alimentation 2017

Références

- Berlanger, M. (2018). Quelle réponse humanitaire à l'insécurité alimentaire ? Etude de cas en région pastorale et agropastorale éthiopienne. Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:14546>
- Bonono-Momnougui, C. R. (2019). Entre le plantain « Marie-Claire » et le plantain « mûr naturel » : problèmes d'approvisionnement en vivres sains à Yaoundé. *Revue Africaine des Sciences Économiques et de Gestion*, Vol 19.n°2.
- CFSV (2017), *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*.
- Fongnzossie, E. Mbang Nkongo T., Dibong Siegfried, D. et Ngansop, M. (2018). L'agrobiodiversité végétale au sein des paysages forestiers utilisés par les communautés Baka et Konabembé au Sud-Est Cameroun Caractérisation et potentiel pour la sécurité alimentaire des ménages. *Revue d'ethnoécologie*. Vol 13. |Varia + Dossier "Anthropologie maritime"
- Fosso, A.L. (2015). « La forêt qui tue et la forêt qui soigne : la santé humaine en milieu forestier tropical humide au Cameroun », Working Paper, CAFHUT SL, CIFOR/CEGIAR.
- Lekeanju Nguatem Tayoh., Lenyu Mumah, I. K. and Mbunya F. Nkemny. (2016) Chemical fertilizer application and farmers perception on food safety in Buea, Cameroon. *Agricultural Science Research Journal*. Vol. 6(12): 287– 295, <http://resjournals.com/journals/agricultural-science-research-j>
- MINADER (2018), Suivi de la mise en œuvre de la stratégie du développement du secteur rural : Rapport annuel 2018.
- MINANTE (2019), Enquête nutritionnelle SMART et de mortalité rétrospective chez les femmes, les adolescentes et les enfants au Cameroun (Est, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord).
- Ngo Nonga, Minkoua Nzie et Bedzeme (2013). Performances camerounaises en matière de sécurité alimentaire : le cas des céréales.
- Nsangou, MM., et al. (2018). Pratiques agro-pastorales et comportements alimentaires des populations dans le septentrion du Cameroun, *Revue Africaniste Inter-disciplinaire*, n°2.
- ONU OCHA (2018), Plan de réponse Humanitaire, Cameroun (2017-2020)
- PAM (2016), *Revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition : « faim zéro » à l'horizon 2030*.
- PNRVSA (2018), Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (CH) dans les Régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est du Cameroun : Résultats de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle.
- PARM. (2017). *Evaluation des risques agricoles au Cameroun, Rapport*.
- PNSA et PAM (2015). *Evaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun. Rapport*. 14-28.
- RECENUT (2019), *Projet de gouvernance locale sur la nutrition, Communiqué final*.
- SUN Civil Society Alliance Cameroon (2019), *Fact Sheet*.
- SUN-CSA Cameroon, *Rapport de l'Atelier de Renforcement des capacités des Elus locaux, Cadres communaux de Développement et OSCs de la Région de l'Est Cameroun*.
- Teno, G., Lehrer, K., & Kone, A. (2018). Les facteurs de l'adoption des nouvelles technologies en agriculture en Afrique Subsaharienne: une revue de la littérature. *African Journal of Agricultural and Resource Economics*, 13(3|11-2018-3|20), 140-151.
- UNICEF-MINSANTE. (2017). *Des maternités aux domiciles. Étude anthropologique sur les soins du nouveau-né au Cameroun. Rapport*.